

Chapitre 8

Construire une gouvernance éthique du partage des ressources

Suite de la leçon inaugurale 2008
prononcée par Geneviève Ferone

I. Une communauté de destins

Le changement climatique, par ses conséquences et sa complexité, génère de l'anxiété. Quelque soit l'angle sous lequel nous étudions ce problème, nous nous retrouvons dans une impasse terrifiante. Ce sentiment d'impuissance nourrit en retour de l'agressivité et du déni. Si nous ne réussissons pas à donner un sens collectif à cet enjeu, le monde s'enfoncera toujours davantage dans la violence et le chaos. Toute initiative isolée en faveur d'une réduction de gaz à effet de serre entreprise aujourd'hui équivaut à un sacrifice sur le plan économique. Pourtant nous n'avons pas d'autre choix que de tenir bon et de soutenir les solutions de développement éthique. Cela s'appelle la politique du don, par opposition à la politique de l'autruche ou du pire.

L'écrasante majorité des habitants de la terre n'entend rien au changement climatique, et ceux qui détiennent une culture générale du sujet sont bombardés de messages contradictoires, tantôt alarmistes, tantôt rassurants. Il en est de même pour les acteurs économiques qui évoluent à l'instinct dans une grande incertitude réglementaire. Tant que nous aborderons ce sujet d'un point de vue moral (les méchants occidentaux ont pollué les gentils pays pauvres et déchainé les forces du chaos sur le monde) ou commercial (vendre des technologies propres contre des quotas de CO₂), il y a peu de perspectives de faire émerger un nouvel ordre politique. Et pourtant, c'est précisément de cela dont nous aurons le plus besoin, d'une autorité mondiale capable de penser, d'organiser et d'imposer une politique à la hauteur de tous les fronts qui se sont mis en marche. Les hommes ne se sentent pas vraiment menacés, ils ne se sentent pas davantage liés par une communauté de destins. Pourtant jamais nous n'avons été aussi interpellés par cette évidence du changement climatique. Nous sommes tous reliés et interdépendants. N'est-il pas temps de construire une politique de civilisation ?

Le grand bazar de l'énergie, une menace pour la paix

Puisque le scénario vertueux dans lequel tout le monde est responsable et coopératif n'est pas prêt de se réaliser dans un délai de vingt ans, comment les acteurs économiques vont-ils jouer leur nouvelle partition verte ? Cacophonie généralisée ou petits concerts régionaux ? Chaque pays, chaque région va chercher à pousser son pion et vendre sa technologie au reste du monde sans concertation ni dessein lisible et concerté. La France va vendre sa technologie nucléaire qui

fera partie de la transition énergétique, les américains gros détenteurs de brevets de *clean tech* tiendront le plus longtemps possible sur leurs réserves de charbon. La plupart des pays détenteurs de ressources fossiles et les grands industriels du secteur de l'énergie ont tout intérêt à maintenir des tensions sur les ressources afin d'augmenter leurs profits.

Quant l'urgence énergétique se déclenchera, le risque de repli généralisé sera très grand. Tous les pays vont chercher en priorité à sécuriser leurs approvisionnements puis à se positionner sur le grand bazar du troc énergétique et des émissions de CO₂. L'Europe devra limiter sa demande tout en élargissant son offre, le Grenelle de l'environnement, qui s'est tenu en France en octobre 2007, n'a pas dit autre chose. L'Union européenne est-elle d'ailleurs seulement prête pour une véritable politique commune de l'énergie, au-delà des questions de dérégulation ? Elle demeure toujours un acteur éclaté et passif qui pèse peu sur les équilibres du marché énergétique mondial. Les enjeux les plus lourds viendront dans un futur très proche des grands pays producteurs et des grands pays consommateurs d'énergie, dont la Chine et l'Inde.

Les pays vont tenter d'acheter des positions et de cartelliser le marché énergétique en fonction de leur technologie ou de l'état de leurs ressources naturelles. Un repli protectionniste sur les ressources va faire entrer le monde dans des zones de turbulences fortes. Ce grand bazar de l'énergie peut aussi dégénérer ; pour certains pays émergents, imaginer un conflit pour assurer et sécuriser l'accès à des ressources ou des matières premières n'est en rien un sujet tabou. Seules les démocraties toussent lorsqu'on évoque le mot « guerre ».

Le charbon, le gaz ou le pétrole ne sont pas des biens de consommation comme les autres. Le pétrole est un sujet de défense nationale, de diplomatie, de fiscalité, de placement, qui aurait également des avantages énergétiques indéniables. Edgar Faure disait qu'il s'agit non pas d'un « simple article d'épicerie » mais d'un « article de politique internationale ».

La sécurité énergétique est LE domaine de souveraineté nationale par excellence mais aucune solution n'est viable à long terme si elle ne tient pas compte de l'interdépendance de tous les acteurs. Cette prise de conscience est embryonnaire, beaucoup plus débattue dans les colloques que vérifiée sur le terrain. Rappelons que l'état exact des réserves pétrolières reste un sujet de spéculation, par conséquent toutes les cartes du jeu énergétique seront largement rebattues dans les vingt prochaines années. Tout devra être évoqué au conditionnel ; l'avenir énergétique de la planète n'est rien d'autre qu'un champ d'incertitude sur lequel nous échafaudons des projections économiques qui ne valent guère mieux que des châteaux de sable. A part le charbon, il n'aura échappé à personne que les ressources fossiles sont géographiquement concentrées

dans un nombre limité de pays, au fonctionnement peu démocratiques, qui compromet la sécurité des approvisionnements et la stabilité des prix.

La paix à l'épreuve de la rareté des ressources

Nous avons l'illusion trompeuse que la deuxième moitié du XX^e siècle a été une époque pacifique. Rien de plus faux, c'est tout simplement la nature des conflits qui a profondément changé. Nous avons connu des foyers de guerre multiples, souvent larvés où la partie engagée sous le faux nez de la démocratie et des droits de l'homme masquait parfois une simple préoccupation d'épicier : sécuriser une filière d'achat de matières premières à bon prix.

Au XXI^e siècle, les tensions que nous connaissons vont s'accroître. Outre les motifs ethniques et religieux, la majorité des conflits entre les États et des guerres civiles seront attisés par la compétition pour l'accès à toutes les richesses naturelles et la maîtrise de l'atome. Nous serons entrés dans une époque de rareté, non seulement sur le pétrole mais aussi sur toutes les autres matières premières, y compris les matières premières agricoles, les minerais et l'eau. Il suffit d'ouvrir un journal pour assister à un gigantesque repositionnement de tous les acteurs politiques et industriels, sur fond de bruit de bottes, partout dans le monde. En Afrique, les Américains sont en compétition ouverte avec la Chine, qui s'implante tous azimuts sur le continent avec une prédilection pour les pays peu recommandables comme le Soudan. Les sociétés d'États chinoises sont moins scrupuleuses en matière de transparence, de corruption ou d'environnement. Elles n'hésitent pas à conclure des contrats là où les compagnies occidentales ne peuvent ou ne souhaitent pas le faire. Les Chinois et les Indiens, alliés par nécessité aujourd'hui, pourraient bien redevenir ennemis car chassant les mêmes ressources sur les mêmes territoires. L'Afrique redeviendra un continent stratégique pour la richesse de son sous-sol, inégalement répartie. Pour le meilleur ou pour le pire.

L'accès à l'énergie, objet de compétition et de prédation féroces, a toujours été générateur de violence et de conflits. Nous percevons ces énergies à travers le prisme de nos émotions et des représentations que nous leur associons. Schématiquement le monde aurait le choix entre les énergies porteuses de vie et les énergies porteuses de mort. Ainsi les énergies renouvelables au service de la paix sont opposées aux énergies fossiles et à l'énergie nucléaire, vecteurs de corruption, de guerre et de destruction. L'énergie nucléaire et la manipulation de l'atome par des dictatures concentrent toutes les peurs.

L'atome reste l'épouvantail absolu. Pourtant, les effets du réchauffement climatique alimenteront aussi une terrible machine à conflits en accroissant les tensions sur les territoires appauvris.

Les réfugiés climatiques

Quand une niche écologique se modifie pour des raisons climatiques, on assiste à ce que l'on appelle la dispersion des espèces qui y vivent pour s'adapter aux nouvelles conditions. Cela s'applique aussi aux hommes. En 2003, le rapport du GIEC¹⁷⁶, jette un pavé dans la mare : au moins 200 millions de personnes seront déplacées d'ici 2050 à cause du réchauffement climatique. On les appelle les réfugiés climatiques. Cette estimation, abondamment relayée par la presse, met en évidence les conséquences humaines des changements climatiques dans nos sociétés qui ne absolument pas préparées à encaisser de telles ondes de choc. Devant l'ampleur des problèmes annoncés – 200 millions de personnes ce n'est pas rien, essentiellement au Sud – et dans un contexte de raréfaction des ressources, la prise de conscience collective semble progresser, mais à petits pas...

Si les prévisions du GIEC se réalisent, déjà en moins de 40 ans nous devons gérer des déplacements de populations plus importants que lors de la colonisation des Amériques du XV^e au XVIII^e siècle. Avec une différence notable : à l'époque l'Amérique offrait d'immenses territoires vides. La Terre d'aujourd'hui est surpeuplée, particulièrement au Sud où la croissance démographique continue de battre son plein.

Il faut aussi noter que les zones les plus à risques du fait de la montée des océans, deltas des fleuves et plaines côtières, sont parmi les zones les plus peuplées sur Terre, car c'est là que, les terres étant les plus productives, l'Homme s'est installé en premier.

Les stratégies que développent tous les pays riches pour garder les réfugiés et les immigrants à l'extérieur de leurs frontières, risquent de ne pas peser lourd face au caractère inéluctable et massif des migrations à venir (difficile de convaincre quelqu'un de rester chez lui quand sa survie est en cause). A regarder les difficultés actuelles de l'Espagne et de l'Italie, aux avant-postes géographiques de l'Europe, à contenir des flux pourtant encore bien limités, on peut légitimement se demander si nous aurons la capacité de gérer humainement cette émigration forcée de population et de choisir notre immigration. Pour autant, contrairement aux idées reçues, ce sont les pays pauvres qui seront les premiers en ligne et qui supportent déjà l'essentiel de ces afflux massifs de réfugiés. Ces dix dernières années, 72 % des demandeurs d'asile ont été accueillis dans des pays du Sud. Dans ces conditions, il serait naïf de croire que cette situation pourra perdurer sans conflits au sein même de ces Etats comme au plan international.

Un autre problème va s'amplifier dans le prolongement du réchauffement climatique. Aujourd'hui, l'agriculture semble atteindre une limite en matière

176 Rappel : GIEC, Groupe d'experts Intergouvernementaux sur l'Evolution du Climat, <http://www.ipcc.ch>

de rendement alors que la population continue d'augmenter. La production moyenne par personne sur Terre décroît. Concernant les céréales, les projections jusqu'en 2050 confirment un déclin constant de la production de céréales par habitant. Pour espérer nourrir convenablement les 9 milliards d'habitants que comptera la planète à cet horizon, il faudrait doubler la production agricole.

La problématique du développement durable se situe là ; si on veut réduire la pression démographique par des politiques ciblées, sauf à recourir comme en Chine à des moyens très coercitifs, il faudrait que ces politiques ne consistent pas uniquement à faire croître la consommation par tête ; ce qui aggraverait les grands problèmes environnementaux actuels et accentuerait encore davantage les déplacements de population.

Désertification, pénurie d'eau et hausse du niveau des mers, les perturbations liées au réchauffement climatique risquent donc de donner lieu à des conflits d'un type nouveau. Les zones tropicales les plus défavorisées d'Afrique et d'Asie en seront vraisemblablement les premières victimes, ce qui pourrait accentuer les tensions avec les pays riches des zones tempérées. Des centaines de millions de personnes y vivent dans des conditions déjà très précaires. Plus inattendu, les changements climatiques pourraient alimenter le terrorisme international. Oussama ben Laden n'a-t-il accusé les Etats-Unis en 2002 de dégrader l'environnement « comme aucun autre pays dans l'histoire » ! Y aura-t-il à côté du terrorisme religieux, un terrorisme vert ?

Nous ne vivons pas de décroissance démographique dans les vingt prochaines années sauf catastrophe planétaire. Bien au contraire, la planète va enregistrer une progression inégalée. Nous serons donc en 2030 plus de 7 milliards sur une terre appauvrie, soumis à des réalités économiques très contrastées et des tensions sociales exacerbées. Au même moment nous devons basculer vers la sobriété énergétique à marche forcée. Le débat porte moins sur le nombre de milliards que nous serons que sur nos modes de vie et notre capacité à absorber des flux migratoires sans précédent dans les grandes villes du monde entier, dans un contexte pacifié. Pour organiser le chaos, pourra-t-on compter sur le légendaire instinct de survie censé exister à l'identique chez tous les être humains quelque soit leur couleur et leur race ? Pour que l'instinct de survie se déclenche, encore faut-il que la menace soit perçue comme telle. La seule menace tangible pour 4 habitants de la planète sur 5, c'est aujourd'hui tout simplement celle de la pauvreté.

Dans ces conditions serons-nous capables de construire cette « paix énergétique » indispensable pour assurer une transition pacifique des énergies fossiles vers les énergies propres, dans un souci d'équité ? Attention, ne nous trompons pas, il s'agit ici moins d'un impératif moral que de la nécessité absolue de ne pas perdre de temps ; un temps qui serait alors inutilement enlisé dans des conflits stériles politiquement et dévastateurs sur le plan de l'environnement.

La problématique est donc triple : garantir, en préservant l'environnement, une sécurité énergétique qui assure le développement des pays émergents, le maintien de la croissance et du niveau de vie des pays développés, concilier la mondialisation du marché de l'énergie et celle des investissements, des transports et des voies d'accès et organiser cette sécurité et la diversification énergétique dans un contexte international fortement concurrentiel et conflictuel où chaque Etat ou groupe de pays poursuit ses propres objectifs.

La « paix énergétique » est à ce prix. La crise de l'énergie à laquelle notre planète est actuellement confrontée est sans précédent dans l'histoire de l'humanité. Elle est en outre mondiale, tous les pays sans aucune exception seront concernés. Surtout, elle est durable car les solutions de substitution ne sont pas prêtes et ne le seront pas avant deux bonnes décennies.

La tentation du repli et du protectionnisme énergétique retardera la mise en œuvre des solutions éthiques et collectives. Nous devons alors affronter une série d'obstacles écologiquement insoutenables dans un climat de tensions politiques et militaires exacerbées. Pendant les travaux, la vente continue et le grand bazar de l'énergie est ouvert. L'offre technologique et les matières premières se vendent comme des produits d'épicerie. C'est pourtant l'avenir de la planète qui se joue.

II. L'Asie à l'heure du rêve américain

Henry Miller, écrivain américain emblématique, a été un témoin engagé du XX^e siècle et l'un des plus brillants représentants de la contre-culture américaine de l'après guerre. Il a porté un regard particulièrement critique et visionnaire sur son pays dans un livre publié en 1945 « *The Air Conditioned Nightmare* » (le cauchemar climatisé). Il a dénoncé bien avant les pamphlets du cinéaste Michael Moore, la dérive de l'*American way of life*, véritable culture de la consommation hors sol, aseptisée à outrance, déconnectée du réel et dépourvue de sens. La Terre, à bien des égards, est exactement ce cauchemar climatisé, cauchemar qui se reproduit indéfiniment sous les mêmes formes partout dans le monde, à petites ou grandes échelles. Il présente des détails similaires, la même géométrie architecturale et spatiale, le même langage technique fait d'une vacuité de sens et de mots. Il est exactement autosimilaire, c'est-à-dire que le tout est semblable à une de ses parties, ce qui vous donne un goût de déjà vu partout où vous atterrissez dans le monde.

Deux géants en pleine croissance

Dénoncer la société de consommation américaine est ce qui se vend le mieux au rayon des banalités mais on finit par oublier que nous l'avons fait nôtre depuis fort longtemps et que les deux géants démographiques que sont l'Inde et la Chine sont bien partis pour en faire autant, avec notre plus fervent soutien.

Le continent asiatique regroupe 54 % de la population mondiale et il contribue à 21,5 % du PIB mondial. L'Asie est aussi à l'origine du tiers des émissions mondiales de gaz à effet de serre. La production d'énergie y reste légèrement inférieure à celle du monde occidental et le poids des transports y est encore très faible.

Jamais dans l'histoire de l'humanité nous n'avons observé un tel rythme de croissance pour ces deux pays. La Chine est devenue un géant économique en l'espace de vingt ans, avec un taux de croissance annuel moyen de 9 %. La pauvreté a reculé, le nombre de millionnaires explosé, une véritable classe moyenne est apparue. En 2007, elle est passée devant l'Allemagne en devenant la troisième puissance économique du monde.

L'enjeu climatique est directement lié à la taille du continent et à la rapidité avec laquelle celui-ci est en train d'émerger du sous-développement. Le continent asiatique est insatiable. Il exerce une pression hors du commun sur les matières premières et sur les ressources écologiques. La Chine et l'Inde sont les deux pays particulièrement concernés par cette problématique difficile : croître sans polluer.

Alliés aujourd'hui par nécessité, ces deux pays deviendront rivaux demain et les conflits mis en sourdine au nom de l'entraide économique apparaîtront sur le terrain de la maîtrise des marchés énergétiques et des débouchés commerciaux, surtout dans leur zone d'influence directe. Historiquement, ne l'oublions pas, l'Inde et la Chine sont adversaires.

Ces deux géants figureront dans cinq ans parmi les toutes premières puissances économiques du monde, elles auront besoin de plus en plus d'énergie et iront inévitablement chasser sur les mêmes territoires. « La croissance économique de la Chine présentera une chance pour le monde et contribuera à la paix mondiale », a déclaré le 10 octobre 2007 le ministre chinois des Finances Jin Renqing à Londres lors d'une séance d'information sur le II^e quinquennat de développement de la Chine et le concept de développement pacifique du pays. On ne demande qu'à le croire sur parole. Quant à l'Inde, nous pouvons dormir sur nos deux oreilles, puisqu'elle est une démocratie.

Les scénarios de l'impossible

Le Earth Institute Policy, centre de recherches indépendant basé à Washington, a réalisé une étude édifiante en 2006 : si l'ensemble des Chinois venaient à adopter le mode de vie des américains, ce rêve américain version chinoise, conduirait inmanquablement à l'horizon 2030 à une catastrophe planétaire environnementale et économique, en matière de consommation alimentaire, énergétique et de matières premières.

Partant de l'hypothèse que l'économie chinoise connaisse une croissance autour de 8% par an, ce qui est actuellement le cas depuis vingt ans, le revenu par habitant en 2030 atteindrait les 38 000 dollars, soit le revenu par habitant actuel des Etats-Unis, mais pour une population estimée alors à 1,45 milliard de personnes. Actuellement le revenu annuel moyen d'un Chinois par habitant atteint à peine les 5 300 dollars. Les projections les plus alarmantes concernent la consommation d'énergie et ses conséquences. Si les Chinois utilisent proportionnellement autant de pétrole en 2030 que les Américains aujourd'hui, leur pays devra disposer de 99 millions de barils de brut par jour. La production mondiale quotidienne actuelle avoisine les 79 millions de barils. Pour le charbon, si dans 25 ans chaque Chinois brûle autant de charbon qu'un Américain (soit 2 tonnes par an en moyenne), le pays en utilisera 2,8 millions de tonnes chaque année, soit plus que la production mondiale annuelle actuelle de 2,5 millions de tonnes. A raison de trois voitures pour quatre habitants actuellement aux Etats-Unis, la possession d'un véhicule privé conduirait le parc automobile chinois à plus d'1,1 milliard d'unités en 2030. Précisons que le parc automobile mondial est aujourd'hui –seulement- de 800 millions de véhicules. Pour ceux qui objecteront à juste titre qu'en 2030 les voitures seront des modèles de propreté, il est utile de regarder ce qui se passerait alors du côté des infrastructures. Il faudrait construire énormément de routes, d'autoroutes et de parkings pour absorber toutes ces voitures ce qui représenterait l'équivalent de la surface consacrée aujourd'hui à la culture du riz en Chine. Et si tous les Chinois se mettent à consommer en 2030 autant que les Américains aujourd'hui, la seule consommation de céréales par personne passera de 291 kg à 935 kg par an. Cela représenterait pour l'ensemble de la Chine l'équivalent des deux tiers de la totalité de la récolte mondiale de 2004, soit un peu plus de 2 milliards de tonnes. Pour satisfaire une telle demande, il faudrait produire environ un milliard de tonnes de céréales supplémentaires d'ici 2030, ce qui pourrait entraîner la disparition de grandes parties de la forêt tropicale amazonienne transformées en champs de blé avec d'énormes conséquences écologiques. Pour poursuivre dans la même veine, si les Chinois consommaient en 2030 autant de viande que les Américains aujourd'hui, c'est-à-dire 125 kg par personne, la production en Chine devrait passer à 181 millions de tonnes contre 64 millions de tonnes aujourd'hui. Cela représenterait les quatre cinquièmes de la production mondiale actuelle de viande. L'air deviendrait irrespirable en raison des fumées provenant de la consommation de charbon et les émissions de CO₂ de la Chine dans 20 ans équivaldraient à celles émises par les sources de pollution sur toute la Terre aujourd'hui.

N'en jetez plus, cet exercice est davantage une démonstration par l'absurde qu'une anticipation de ce qui pourrait se passer. Cela n'arrivera pas car tout simplement les ressources de la planète ne le permettront pas.

Sauf que pour l'instant, force est de constater que les quelques millions de Chinois qui en ont déjà les moyens vivent effectivement « comme des Américains », c'est-à-dire qu'ils ont une ou deux voitures, et ont développé un appétit de consommation en tout point identique à celui que nous connaissons en Occident. Le rêve américain est assurément entré dans les têtes chinoises d'aujourd'hui, et demain indiennes. La classe moyenne indienne compte plus de 350 millions de personnes en constante évolution. Nous pouvons aussi extrapoler sur le nombre de véhicules en circulation en Inde en 2030 avec exactement les mêmes conclusions ou plutôt les mêmes impasses. Il y avait en Inde deux millions de voitures en 1971 et 62 millions aujourd'hui. L'Institut indien de l'énergie et des ressources (TERI) prévoit 537 millions de véhicules en 2030, avec une croissance économique de 5 % du PIB.

Nous voyons clairement la difficulté dans laquelle nous sommes placés. Comment interdire à la Chine et bientôt à l'Inde de croître en polluant, sachant que nous y trouvons plus que largement notre compte sur le plan économique et que les dégâts écologiques sur les biens communs sont encore invisibles et dépourvus de coût, et donc de valeur, dans les indicateurs économiques. Si la Chine et demain l'Inde, devaient intégrer dans le calcul de leur PIB les atteintes irréversibles à l'environnement, leur croissance serait tout simplement nulle, voire négative.

Le propos n'est certainement pas de stigmatiser la Chine et à travers la Chine, tous les pays qui accèdent à la croissance et sortent progressivement de l'étreinte de la pauvreté. Il s'agit plutôt de montrer l'impossibilité physique et mathématique d'adopter les standards de consommation occidentaux et de vouloir vivre selon notre modèle de « société de consommation », alors que les ressources planétaires sont limitées et en voie d'épuisement. Encore une fois, que l'on évoque la Chine, l'Inde ou l'Indonésie, les chiffres sont têtus. La pollution due au transport n'est qu'un élément du décor. Leurs taux de croissance proprement vertigineux, leurs besoins en énergie et leur masse démographique font que la planète court à la catastrophe. Ces pays se trouvent en première ligne. Peut-on les laisser gonfler la dette écologique que nous avons constituée au risque de vivre un véritable krach écologique ?

Nous ne pouvons pas lire un article sur ce sujet sans y trouver le passage obligé, politiquement correct, selon lequel nous serions mal placés pour empêcher ces populations, que nous avons peu ou prou exploitées, d'accéder à des standards de vie et de confort occidentaux. Certes, en élevant leurs standards de vie, ces pays indéniablement s'éloignent de la précarité et des maladies. Pour autant cela doit-il nous interdire de leur dire que la croissance de leurs économies aggravera de toutes façons les problèmes actuels sanitaires et alimentaires en précipitant le grand essorage final de la planète !

Combien de temps pourra-t-on objecter cet argument creux et hypocrite selon lequel nous ne pouvons pas freiner la croissance de l'Asie en raison de notre dette écologique à l'égard de la planète ? Qui osera demain dire une chose pareille à ses enfants au nom de sa bonne conscience altermondialiste ? En dehors de tout jugement moral parfaitement stérile en la matière, rien de ce qui pourra être entrepris à l'échelle planétaire n'aura de sens sans la contribution directe et massive de ces pays à l'effort général. Leur croissance et leur appétit de consommation gommeront automatiquement tous les gains en efficacité énergétique réalisés dans tous les autres pays réunis, y compris les Etats-Unis, même en développant toutes les énergies propres dont nous disposons aujourd'hui. Disons-le simplement, la Chine et l'Inde détiennent entre leurs mains l'avenir climatique et énergétique de notre planète. Nul n'est besoin de souligner que les organes de gouvernance internationaux actuels, contrairement aux multinationales, ne passent ni par Pékin ni par New Delhi.

III. Un improbable plan Marshall du Climat

Vous l'ignorez peut-être mais cela fait exactement vingt ans que l'alarme a été donnée par la communauté scientifique et les instances internationales. Déjà en 1988, l'Assemblée Générale des Nations Unies déclara, dans l'indifférence générale, le changement climatique « préoccupation commune de l'humanité ». Depuis cette date, les Nations Unies n'ont eu de cesse de se mobiliser sans toutefois peser sur l'opinion publique internationale. Les efforts ont fini par payer car brusquement le sujet est sorti de sa clandestinité. Depuis deux ans, des conférences sur le thème central du changement climatique et du développement durable se succèdent partout dans le monde et esquissent l'élaboration de programmes d'action nationaux et multilatéraux. Une finance sous forme de taxe carbone s'est structurée autour des échanges de quotas de CO₂ régi par le protocole de Kyoto. Seule la classe politique peine à inventer un cadre nouveau et cohérent d'intervention. Il demeure encore un chemin considérable avant de voir porter sur les fonds baptismaux une architecture internationale capable de prendre des décisions rapides et claires en matière de lutte contre le réchauffement climatique. La tentation du repli protectionniste est sans cesse ravivée par les égoïsmes nationaux. Mais les dogmes peuvent vaciller rapidement comme nous l'a clairement montré la faillite récente du système financier mondial. Ce qui paraissait impossible hier se réalise aujourd'hui. Pourrait-il en être de même avec la crise climatique ?

Vers une feuille de route politique du climat

C'est donc un euphémisme de dire que les dynamiques de part et d'autre de l'Atlantique ne sont pas automatiquement compatibles. Le troisième ensemble d'acteurs, les pays en développement, lui n'est soumis à aucune contrainte même si

les principaux d'entre eux comme la Chine et l'Inde ont mis en place des politiques volontaristes dans le domaine de l'efficacité énergétique. Le cadre multilatéral actuel, le Protocole de Kyoto, s'achève en 2012, date de fin d'application des objectifs contraignants. Se pose donc la question du post-Kyoto. Dès 2005, il a été décidé d'ouvrir de nouvelles négociations afin d'éviter toute interruption des efforts de réduction des gaz à effet de serre après 2012 sans toutefois fixer une date butoir à ce processus. Parallèlement un simple dialogue informel s'est ouvert sur la mise en œuvre de la Convention sur les Changements Climatiques, structuré autour de quatre thèmes : les objectifs de développement durable, l'adaptation aux changements climatiques, le transfert de technologie et les opportunités des mécanismes de marchés. En pratique, c'est un moyen de discuter des efforts pouvant être faits par les pays en développement dans le cadre de la Convention, notamment après 2012. Autant dire que rien de contraignant n'est pour l'instant envisagé afin de ne pas heurter les principaux pays émetteurs de gaz à effet de serre, les premiers pollueurs. C'est le règne de la diplomatie de l'eau tiède.

Même si les émissions de gaz à effet de serre n'ont pas diminué, à l'exception de quelques pays européens, le protocole de Kyoto n'est pas un échec. Quelles que soient ses imperfections, il est le seul instrument de gouvernance internationale existant sur le climat. Renoncer aux acquis de cet outil serait une lourde erreur et un retour en arrière. Après 2012, le protocole devrait être maintenu et étendu. La négociation s'annonce très difficile : les obligations de réduction de gaz à effet de serre devront être plus exigeantes et partagées par un nombre plus élevé de pays et d'acteurs économiques.

Dix ans après la signature de Kyoto, nous tournons en rond, de négociation commerciale en conférence internationale et tous les Grenelle de l'environnement n'y changeront rien tant qu'un processus global et immédiat ne sera pas initié à l'échelle de la planète. Les prochaines conférences internationales mettront en évidence que les objectifs de réduction de nos émissions de gaz à effet de serre, dictés par le Protocole de Kyoto, sont complètement dépassés en raison de notre inertie politique et de l'augmentation de la croissance mondiale. Les pays riches devraient réduire leurs émissions non pas de 50% mais de 80% d'ici 2050. Nous entrons aujourd'hui dans le pire des scénarios du GIEC en matière d'amplitude de réchauffement.

En dernier recours, serons-nous soumis un jour à une taxe carbone individuelle pour sauver le climat ? En s'inspirant de ce qui a été mis en place dans le cadre de Kyoto pour les entreprises industrielles, des chercheurs anglais pensent l'appliquer directement aux personnes physiques. Plus de 50% des émissions de gaz à effet de serre en Europe proviennent de la consommation individuelle d'énergie. Comme nous l'avons vu, cette consommation est essentiellement liée à notre mobilité, à l'électricité et au chauffage de notre logement. Dans cette

hypothèse, chaque citoyen se verrait allouer un crédit, « quota » de carbone annuel, sous forme de points comme notre permis de conduire. L'unité de mesure serait le kilo de CO₂. Ainsi, l'achat d'un billet d'avion ou d'un plein d'essence serait débité sur une carte de paiement électronique. Les plus sobres pourraient revendre leurs points inutilisés aux plus dépensiers sur une bourse Internet dédiée où les unités carbone seraient l'objet d'une cotation au jour le jour. Cette proposition est loin d'être loufoque. La vraie question est : quel pays se lancera le premier ?

Une nouvelle gouvernance climatique

Dans un monde idéal les choses se passeraient probablement ainsi. Une conférence internationale exceptionnelle serait organisée sous l'égide des Nations Unies avec les représentants de tous les pays qui s'engageraient volontairement et en même temps dans une réduction massive de leurs gaz à effet de serre. Une valeur monétaire serait donnée au carbone partout dans le monde. Ce qui n'empêcherait nullement les partenariats économiques d'un continent à l'autre ni des mécanismes de compensation permettant de ne pas faire porter trop lourdement le poids de la dette écologique vers les pays émergents. Cette sage assemblée déciderait de privilégier des solutions « éthiques », c'est-à-dire vertueuses sur le plan de la consommation d'énergie avec un investissement massif dans les technologies propres pour tous les projets d'infrastructures, d'aménagement urbain et de production d'énergie. Un dispositif fiscal international permettrait d'orienter dans la même direction les flux financiers au service d'une création de valeur « carbon free ». Dans une économie où le coût des énergies fossiles et du transport se renforcent, les emplois et les marchandises prennent une nouvelle trajectoire. Des millions d'emplois seraient ainsi créés et relocalisés, permettant au passage la revitalisation de zones sinistrées. La mondialisation changerait de visage en douceur et les centres de production seraient plus diversifiés et rapatriés à proximité des lieux de consommation. Après la délocalisation massive viendrait peut-être le temps d'une relocalisation plus équilibrée.

Nous sommes donc à la croisée des chemins. Il nous appartient de bâtir une gouvernance mondiale du Climat sans balayer les modestes acquis du Protocole de Kyoto. L'Union européenne a construit un cadre économique centré sur des engagements de réduction de gaz à effet de serre qui sont déjà obsolètes et la dynamique forte initiée par les Etats-Unis privilégie uniquement les échanges commerciaux de technologies propres. Les enjeux financiers sont considérables. L'Agence internationale de l'énergie (AIE) estime que les investissements dans le secteur de la production uniquement (électricité, gaz, pétrole et charbon) correspondront à 20 000 milliards de dollars sur la période 2005-2030. Les contours d'un nouveau Plan Marshall pour le climat se dessinent progressivement. La question de la compétitivité demeure centrale. C'est d'ailleurs un point clé du

débat actuellement en cours aux Etats-Unis. Cependant, le seul plan susceptible de changer véritablement la donne est un plan Marshall de la sobriété.

IV. Tous schizophrènes

La plus ambitieuse des révolutions vertes ne serait-elle pas finalement la révolution de nos comportements ? Nous en sommes bien loin mais la prise de conscience progresse lentement.

Ecologie, développement durable, devenir des éco-citoyens, vous n'en pouvez plus de cette bonne conscience moralisatrice qui nous assaille à tous les coins de kiosques.

De l'ignorance à la schizophrénie

Progressivement, l'ignorance, l'indifférence ont laissé la place à une schizophrénie qui atteint des sommets. Schématiquement nous savons, merci à Nicolas Hulot et à Al Gore, que nous allons dans le mur. On ne peut pas être toujours plus nombreux à consommer toujours plus gloutonnement des ressources en voie d'épuisement et ce, indéfiniment. Mais nous faisons exactement comme si nous n'y croyons pas. Un psychanalyste serait beaucoup plus utile qu'un économiste ou qu'un climatologue pour élucider ce phénomène de résistance collectif. L'homme est-il incapable de maturité quand il se fond dans un groupe ? Au moment même où nous devons réfléchir à notre destin en termes de civilisation et non plus de marché commun, la frivolité des valeurs fait ressembler la planète à une gigantesque cour de récréation. Nous sommes impuissants à voir les choses comme elles sont. Par notre inaptitude à s'abstraire du présent, à se soucier des conséquences réelles, c'est-à-dire lointaines, de nos actes, nous nous conduisons comme des enfants que nous avons pourtant cessé d'être.

Infantile aussi cette « gourmandise de l'apocalypse » relayée par nos médias. Il est impossible d'ouvrir un journal sans lire des articles alarmants sur la crise climatique. Tels des enfants qui aiment se faire peur quelques minutes dans la maison hantée, nous voilà à comparer et soupeser les menaces qui nous guettent, élévation du niveau de la mer, cyclone dévastateur, pandémies, canicule, immigration massive... Nous sommes passés si rapidement de l'indifférence au gavage d'informations que nous peinons à saisir le sens ultime. Sur la même page d'un journal nous recevons deux messages complètement contradictoires : d'un côté un article déplore la faiblesse du pouvoir d'achat qui est une catastrophe pour la relance de la consommation. En substance, nous n'allons donc plus pouvoir acheter tout ce que la Chine nous fabrique. De l'autre côté nous lisons que le décollage économique des dragons asiatiques met en péril les grands équilibres vitaux de la planète. La consommation soutient la croissance qui renforce le réchauffement climatique. Mais alors où est la cohérence et où sont

les vrais enjeux ? Quant à tous ces doctes marchands de sommeil corsetés dans leurs certitudes qui nous endorment sur l'air de « tout va très bien Madame la Marquise », ne sont-ils pas tout simplement irresponsables ?

En attendant, si vous voulez continuer à voyager en avion, vous pouvez déjà racheter le poids de vos péchés carbonés en compensant les émissions de votre voyage par une contribution financière équivalente dédiée à des projets de reforestation ou d'énergies renouvelables dans des pays émergents. Du reste, il se pourrait que ces officines de compensation carbone ouvrent des guichets dans les aéroports afin de vendre directement ces indulgences aux passagers de compagnies aériennes. Par exemple, un aller retour Paris - New York émet environ 3 tonnes de carbone par passager et donne lieu à une compensation d'environ 70€ Le marché individuel des compensations de carbone est culpabilisant et perturbant. Il revient à nous faire croire que les émissions de gaz à effet de serre qui ont été émises sont en quelque sorte absoutes et gommées alors qu'elles vont augmenter le stock de carbone dans l'atmosphère et y rester très longtemps. Par conséquent il suffit juste de payer pour continuer à polluer. Or le seul vrai message cohérent est celui de la sobriété et de la tempérance. La compensation doit impérativement demeurer l'ultime recours après l'effort de sobriété qui reste encore le plus efficace dans la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre.

Nous ne savons pas changer nos comportements. L'humanité a pourtant souvent traversé des périodes très sombres associées à des contextes extrêmes : la guerre, les dictatures, les épidémies. Ce qui nous attend avec le réchauffement climatique risque de concentrer toutes ces souffrances. Le concept de développement durable peut-il nous prémunir contre ces dérives annoncées et jeter les bases d'un nouvel ordre économique et social ?

Un nouvel alphabet économique « vert »

Quels que soient les secteurs concernés en priorité, la révolution verte ne pourra pas avoir lieu si nous ne changeons pas nos indicateurs de mesure. Nous avons gommé la complexité du monde et oublié la singularité de la place de l'homme dans ce monde. Il nous faut inventer un nouvel alphabet économique, social, environnemental. Déjà de nouveaux indicateurs alternatifs apparaissent. Les indicateurs du PNUD, Programme des Nations-Unies pour le Développement, sont publiés chaque année. Ils prennent en compte l'éducation, la santé, l'espérance de vie, l'environnement et l'économie, pour chaque pays. En 2007, pour la première fois dans les enceintes institutionnelles telles que la Commission Européenne et l'OCDE, ont été organisées des conférences sur la mesure du progrès, au-delà du PIB. On ose enfin penser autrement la création de richesse. C'est un début. L'économie prendra progressivement en considération la rareté des ressources énergétiques et celles des biens communs publics,

l'eau et la biodiversité. Ce système économique serait fondé sur des indicateurs fondamentalement différents de ceux utilisés hier. Il est possible aujourd'hui de noter les entreprises à l'aune de critères sociaux, environnementaux, éthiques. Cette notation complète l'information strictement financière de court terme pour les investisseurs. Ces derniers seraient bien inspirés de connaître le bilan écologique et social des entreprises dont ils sont actionnaires et d'apprécier leur capacité à adapter leur gestion aux enjeux colossaux du réchauffement climatique, des technologies vertes et de la pluralité du monde. Cela ne se fera pas en un jour. Vous n'êtes pas près de tomber de votre chaise en entendant à la radio que la dépréciation de la note environnementale d'une entreprise a provoqué sa chute au CAC 40. Les lois de l'économie n'ont pas été inventées par la nature mais par l'homme. Ce que l'homme a fait, l'homme peut assurément le défaire. Mais quand ces lois président au destin de 7 milliards de personnes et constituent notre unique logiciel de navigation, la seule question qui s'impose est tout simplement : par où commencer ?

De jeunes économistes anglais ont répondu sous une forme ludique en inventant un Happy Planet Index, preuve que sur ces sujets très graves, il ne faut jamais perdre le sens de l'humour. Il s'agit d'un classement des pays non pas les plus riches mais les plus heureux. Un pays heureux est un pays où l'on vit vieux, sobrement et sans abimer l'environnement. Le pays le plus heureux de la Terre est donc... l'archipel du Vanuatu. Dans le même ordre d'idée, certains ont inventé, par opposition au PIB, Produit Intérieur Brut, le BIB, le Bonheur Intérieur Brut. Finalement, le véritable enjeu est moins de s'entendre sur ce que l'on peut ou pas chiffrer mais plutôt sur le sens à donner à nos vies, au moment où nous n'avons jamais été autant en capacité de nous détruire.

La consommation engagée, arme de mobilisation massive ?

Cette notion de développement durable est aujourd'hui floue et galvaudée. Elle évoque vaguement la consommation de produits qui seraient bons pour la planète. Nous projetons notre bonne conscience sur les autres, convaincus de détenir la définition de la parfaite Lumière. Pour sauver la planète, il suffirait de consommer vert, nous disent tous les journaux dans une belle unanimité. Mais oui, c'est possible ! Et sans renoncer à notre confort. Nous allons tous devenir des alter consommateurs. Tourisme vert, commerce équitable, produits biologiques, qu'on se le dise, l'écologie de marché est un marché d'avenir. Attention, il y a quelques années la sensibilisation du consommateur se faisait sur un mode lourd et culpabilisateur, le message actuel est plus élaboré, plus subtil jouant sur le désir d'agir. Il faut éviter à tout prix de faire référence à des modes de vie baba-cool, mais de mettre en avant la modernité, l'esthétisme, la légèreté de ces produits écologiques. Ce sont les publicitaires eux-mêmes qui nous le disent.

Pourtant, au delà de ce marketing vert parfois caricatural, il se dessine un timide mais réel engagement en faveur des « choses légères ». Une réflexion profonde est en cours sur tous ces objets qui envahissent notre vie quotidienne et pèsent sur notre environnement. Ces objets pourraient devenir légers et durables s'ils devenaient de véritables services. Un grand nombre des produits que nous possédons sont peu utilisés : une voiture reste 92 % de son temps à l'arrêt, une perceuse est utilisée 1/2 heure par an. Dématérialiser, passer « du produit au service », est une des stratégies d'intégration du développement durable dans la consommation. L'eau, l'alimentation, l'énergie, l'habitat, la mobilité et les systèmes d'information sont les domaines qui ont servi de points de départ à des scénarios de transformation de la société de consommation en une société d'utilisation, capable de satisfaire nos besoins et nos désirs, de façon durable. Au lieu de vendre des produits à courte durée de vie, il s'agit d'optimiser l'utilisation à long terme de biens que l'utilisateur n'a pas besoin de posséder. En d'autres termes, la vente de produits est remplacée par la vente de services. La valeur d'échange est alors remplacée par la valeur d'usage.

Soyons plus courageux, profitons de cet engouement et canalisons cette jeune et ardente prise de conscience pour organiser un boycott de consommateurs. À l'origine, le boycott est le choix de ne pas acheter des produits dont les conditions de production ne sont pas jugées justes. Le boycott consiste à appliquer au domaine de la consommation le principe stratégique de la non-coopération. Quel pourrait être l'efficacité d'un boycott géant et planétaire organisé à l'initiative d'Al Gore et autres personnalités de premier plan engagées, grâce à Internet, en mobilisant tous les réseaux de consommateurs « durables » ?

Imaginons donc des millions de consommateurs citoyens engagés dans un boycott illimité contre les produits voraces en énergie, peu recyclables et parfaitement inutiles. Cela serait assez savoureux de les voir défiler pour réclamer un seul modèle de voiture pour tout le monde, la suppression des produits toujours plus sophistiqués et plus éphémères les uns que les autres et par la même occasion la suppression de la publicité. Encore plus fou, imaginons ces masses de consommateurs réclamer à corps et à cris une taxe carbone individuelle. Vision de cauchemar n'est-ce pas ? Soyons rassurés, dans la réalité, un nombre très restreint de consommateurs affirment acheter de façon responsable et être prêts à une action collective. Le boycott est un mode de protestation qui correspond parfaitement aux tendances de fond de notre société actuelle : parfois solidaire mais avant tout individualiste.

La volonté d'engagement bute sur le supplément de prix à payer pour un produit qui respecte certaines normes environnementales ou sociales. Les éco-consommateurs sont avant tout des consommateurs qui ont les moyens de l'être, et non le travailleur au SMIC qui doit aller dans un magasin hard discount

pour boucler ses fins de mois. On peut supposer que le marché vert s'élargira progressivement mais si les citoyens saisissent les enjeux d'une réduction de la consommation de biens manufacturés, les statistiques nous montrent aussi que l'endettement des ménages, indicateur du niveau de consommation, n'a jamais été aussi haut.

Bien évidemment, ce n'est pas la bonne conscience des éco-consommateurs occidentaux et japonais qui sauvera aujourd'hui la planète, même si les citoyens détiennent un formidable effet de levier dans leur acte de consommation quotidien. L'ère du numérique est un formidable vecteur d'information, de diffusion et de mobilisation de communautés entières de personnes qui ne se connaissent pas, partout sur la planète. Les alter consommateurs trouvent dans ces nouveaux moyens de communication et de partage de la connaissance une force de frappe considérable. Demain, les nouvelles technologies de l'information seront un moteur de premier ordre de la mobilisation écologique citoyenne, bien au-delà des représentations politiques traditionnelles.

V. La décroissance ou le nouveau romantisme vert ?

Vous avez connu le romantisme noir des anarchistes, le romantisme rouge de la révolution d'octobre et de la guerre froide. Que diriez-vous de goûter au romantisme vert, à la soutenable légèreté des choses ? La décroissance sera-t-elle l'utopie du XXI^e siècle ?

Les communautés d'écologistes évoqueront des souvenirs fleuris à certains lecteurs quand il était fréquent de faire un retour vers la terre à la recherche d'un nouveau mode de vie, autonome et authentique. Outre l'imagerie caricaturale qui y reste associée, il demeure derrière cette réalité ou ce rêve une idéologie toujours vivante qui a fleuri sous d'autres formes telle que la contestation alter mondialiste.

La décroissance met mal à l'aise. Cette idée est choquante et parfois obscène pour notre imaginaire car elle se heurte au mythe du progrès qui nourrit le monde occidental depuis des siècles et s'oppose au dogme quasi religieux de la croissance. Pour les adeptes de la décroissance, il ne peut y avoir de croissance sans limites dans un monde borné dont les ressources disponibles sont limitées. La contestation de la croissance est tout sauf neuve puisqu'elle existe depuis les années 1970, mais la crise actuelle à laquelle nous devons faire face est une véritable crise anthropologique qui lui confère un caractère inédit, particulièrement sérieux. Pour les décroissants, le terme même de développement durable est à mettre aux oubliettes. Gadget de communication des multinationales, il associe deux notions antinomiques : le développement et l'adjectif durable. Or précisément, le développement ne saurait être durable ou soutenable. La décroissance propose une nouvelle utopie contre l'aliénation de l'homme à une consommation du monde dépourvue de sens.

Il s'agit moins d'une théorie économique que d'une représentation des rapports humains où l'économie ne serait pas l'alpha et l'oméga de nos sociétés. La vision romantique s'exprime dans le refus de la réification, de la standardisation et de la mécanisation des échanges. De fait chacun peut y mettre un sens différent : esthétisme, partage, modération, authenticité, éthique et partage. Des « objecteurs de croissance » nient condamner le progrès, ils récusent simplement le mythe du progrès mais montrent l'immense progrès des consciences ; leur notion de progrès est essentiellement immatérielle.

L'écologie : un nouveau messianisme ?

Il a toujours existé des civilisations fondées sur un équilibre entre leurs valeurs artistiques, religieuses, sociales, politiques et écologiques. Mais le caractère technico-économique de notre civilisation occidentale a phagocyté tous les autres. Ainsi, certaines sociétés que l'on pourrait qualifier de décroissantes ont été hachées menues par l'histoire. Il est en effet assez romantique de se souvenir des indiens d'Amérique et de leur magnifique harmonie avec la nature mais ils ne sont plus en mesure de nous guider en retour, leur culture ayant été laminée. Sans aller aussi loin, des authentiques communautés de décroissants ont aussi existé et existent encore au sein même de notre culture, à commencer par certaines sectes religieuses. Les Quakers en Pennsylvanie ou les Amish en sont la meilleure illustration actuelle. Certes, il faut être taillé pour le silence, la frugalité et le don de soi.

Pour un très grand nombre d'entre nous, cette nouvelle forme d'écologie devient cléricale en tentant d'imposer une véritable ascèse de la sobriété et de la privation. Ses détracteurs dénoncent une écologie, libérée de toute idéologie, qui deviendrait alors une « belle et grande cause » apolitique et fédératrice. Elle imposerait d'elle-même son urgence. Si l'on écoutait ses « prophètes », elle deviendrait le lieu d'un combat du bien contre le mal, de l'altruisme contre l'égoïsme ; ce combat tenterait de créer une nouvelle solidarité entre les individus et entre les peuples et de donner du sens, par opposition à notre société égoïste qui ne transmet rien. A cause de ces caractéristiques, ce modèle d'écologie revêtirait les traits de ce que les laïcs ont toujours critiqué dans la pensée cléricale. Cette décroissance renverrait également à une vision honnie d'une administration centralisée de la pénurie et de la culpabilisation.

Tous mettent en exergue le caractère passéiste, presque régressif de la vision développée par les écologistes. S'ils donnent l'impression d'être révolutionnaires dans leur propos, leurs idées sont en fait plutôt « traditionnelles » et ne se fondent sur aucun concept innovant. L'écologie n'est plus une science des échanges énergétiques, ni une biologie du biotope de l'humanité. Elle devient une typologie illustrée des nuisances, des pollutions et des dégradations qui prend l'humanité en faute.

L'« écologie profonde », *deep ecology*, (particulièrement forte aux Etats-Unis) se montre sur ce point beaucoup plus élaborée, puisqu'elle pense le rapport de l'homme à la nature de manière nouvelle et radicale. La seule manière de préserver la nature est donc de la préserver de l'homme. La nature n'est plus au service de l'homme, mais celui-ci doit s'y soumettre. L'économie de marché est un système dépassé. Seulement, renoncer à un système implique une alternative. Les alternatives à l'économie de marché et la mondialisation des échanges sont connues, il y en a deux : la chasse-pêche-cueillette, chères à nos ancêtres éloignés, et, plus sérieusement, l'économie planifiée. L'homme étant une nuisance pour la nature, il faut ramener l'humanité à de plus justes proportions : 500 millions de personnes, pour certains auteurs écologistes, 100 millions pour d'autres. Comment ramener la population mondiale à de telles proportions ? C'est une question à laquelle la *deep ecology* ne répond jamais explicitement et on peut le comprendre : cela reviendrait à faire disparaître 7 milliards d'individus d'ici 2030.

Dénoncer la *deep ecology* n'implique pas de disqualifier toute espèce de préoccupation écologique. Gardons-nous seulement d'une rupture avec notre humanité profonde, avec la part la plus intime de nous mêmes.

Quelle que soit l'opinion que l'on puisse se faire des mouvements écologistes, il est évident que nous sommes questionnés par l'absence de sens de l'aventure humaine. Si la *Deep Ecology* peut nous choquer par ses thèses malthusiennes et son eugénisme affiché, pourquoi ne sommes nous pas alarmés par la situation inverse, c'est-à-dire le détachement radical de l'homme de la nature, la disparition de la biodiversité et l'organisation d'une vie dans un monde qui lui est parallèle ?

A supposer que cette solution soit une issue valable contre la crise environnementale, comment installer la décroissance, que l'on peut appeler par d'autres noms plus politiquement corrects, tels que décélération, équilibre, sobriété, tempérance, dans un monde entièrement régi par les lois de la croissance ? Suffira-t-il de privilégier les filières agricoles locales, d'interdire la spéculation sur le foncier et de taxer les transports internationaux ? Il faut impérativement trouver une croissance qui capte le carbone en évitant d'en rajouter dans l'atmosphère. En outre, pour que la décroissance, ou la croissance sélective qui nous ferait passer par une cure de sobriété forcée, puisse être réellement efficace, encore faudrait-il que l'ensemble de l'humanité change de modèle économique au même moment et que notre instinct de survie soit totalement et simultanément aiguisé. La décroissance nous fait suivre un régime probablement plus spirituel que physique, avec un effet quasi nul sur les principales causes de notre surpoids en concentration de CO₂ atmosphérique.

La liberté individuelle face à un choix de civilisation

Ainsi comment imaginer que la décroissance, qui repose sur une prise de conscience individuelle suite à un cheminement relevant d'un questionnement

intime, puisse s'imposer en même temps aux 7 milliards d'individus que nous sommes, marqués par des cultures très différentes ? La décroissance est un choix, voire un luxe pour l'homme blanc et riche, elle prend le visage du dénuement pour les deux tiers de l'humanité.

A cet égard, nous pouvons faire un parallèle avec le magnifique récit de Dostoïevski sur les frères Karamazov, intitulé « le grand Inquisiteur ».

Il s'agit d'une histoire racontée par Ivan, au caractère farouche et rebelle, à son frère Alexei qui s'apprête à rentrer dans les ordres. Celle-ci se déroule à Séville, à l'époque de l'Inquisition, et met en scène le retour du Messie (au sens chrétien) en cette période sombre de l'Histoire. Jésus, mêlé à la foule, produit quelques miracles. Les gens le reconnaissent immédiatement. Toutefois, il est arrêté par les sbires du Grand Inquisiteur et condamné à mourir le lendemain au bûcher. Le Grand Inquisiteur le visite dans sa cellule et lui dit : l'immense majorité de l'humanité ne peut accéder au sens du message du Christ et ne peut soutenir la liberté que Jésus leur a donnée. Ainsi, l'inquisiteur suggère que Jésus, en leur donnant cette liberté, a exclu cette majorité de l'humanité de la rédemption, et l'a condamnée à souffrir. L'Eglise et le Grand Inquisiteur sont devenus, en quelque sorte, obligés de prendre en charge le quotidien qui régit l'organisation sociale de l'humanité pour soulager cette souffrance.

Le parallèle est intéressant. Le message de la décroissance pourrait être reçu par quelques élus comme un message mystique, une réappropriation par l'homme de son destin dans ce qu'il comporte de plus élevé, de plus noble, de plus éthique. Mais comment demander le même effort à la foule, la multitude, le plus grand nombre sans éducation, soumis à la faim quotidienne dont le seul souci est de se lever le matin pour nourrir leur famille et qui regarde l'Occident comme le paradis sur Terre ?

Ainsi, aux dires de l'inquisiteur, cette prise de conscience de leur liberté est inconciliable avec leurs besoins naturels : « ils ne sauront jamais répartir le pain entre eux ! »

Le renoncement s'explique par la nécessité de l'aliénation aux inquisiteurs pour que ceux-ci les nourrissent. L'image du pain symbolise toute la responsabilité que sous-tend l'idée de liberté. Elle fait peur à l'homme parce qu'elle est le synonyme du choix douloureux entre le bien et le mal, de la prise de décisions et aussi de la prise en compte des conséquences de l'action. Or l'homme est une créature trop faible pour ne pas redouter cette charge ; dès lors, à ceux qui se proposent de régner sur les hommes, d'assumer pour eux tous ces choix, est offerte leur liberté. L'inquisiteur assure Jésus que la race humaine vivra et mourra heureuse, dans l'ignorance. Même s'il les mène vers la mort et la destruction, ils en seront heureux.

Les hommes n'iront pas de leur plein gré, en âme et conscience, vers la décroissance. Les maîtres du monde, nos élites, n'ont pas d'autre modèle que celui de la croissance et pour l'instant celle qui exclut plutôt que celle qui répartit équitablement ses fruits.

Peut-on comparer notre Grand Inquisiteur à nos élites contemporaines ? Nos élites ne savent pas comment inventer un nouveau modèle de croissance qui nous sauverait de l'impasse dans laquelle nous nous enfermerons. L'instinct de survie n'est pas encore en jeu, il n'existe pas de levier collectif pour changer de cap, pas de grande peur comme celle de l'enfer qui tétanisait les âmes frustrées du Moyen âge. Nous pourrions ajouter qu'à la différence de notre Grand Inquisiteur, qui est lucide, nos élites ne savent ou ne comprennent rien de l'état d'urgence et de la faillite collective qui nous guette.

Excessive cette parabole, bien sûr ? Mais comment changer de logiciel et embrasser dans un élan commun et sans regret un mode de vie sobre et plus solidaire ? Quant à la décroissance de force, cela serait le scénario le plus noir pour l'humanité.

Dans la lutte contre le changement climatique, rien ne sert à culpabiliser. Certains ont besoin de maintenir à distance ce problème, dont la nature inédite et brutale les perturbe dans leurs schémas d'analyse traditionnels. Même dépassés, abasourdis par l'ampleur et la complexité du phénomène, nous avons pourtant besoin de nous mobiliser, de « faire quelque chose », en clair de donner du sens à notre vie, à celle de nos enfants, ne serait-ce que modestement. Ne rien faire, en toute connaissance de cause, nous conduirait directement à la violence et au chaos. La consommation responsable des pays développés et la décroissance que certains appellent de leurs vœux ne rattraperont pas des décennies de dérive climatique et de prédation. Un début de questionnement sur l'organisation de nos sociétés est en train de prendre forme. Assurément, viendra le temps des choses légères et durables avec une attention plus grande portée à nos choix de consommation quotidiens, à nos déplacements et à notre utilisation de l'énergie. A condition que ces actions individuelles se diffusent rapidement et s'inscrivent dans un schéma collectif efficace et lisible. Nous sommes désormais face à un choix de civilisation.

Vers une nouvelle diplomatie du changement climatique

Sur quelles fondations peut commencer à se construire cet ordre politique nouveau ? Notre diplomatie fonctionne selon un découpage du monde obsolète. Nous vivons sur un héritage diplomatique issu du XIX^e siècle et une représentation du monde totalement dépassée. Les instances en charge de ces questions dans la maison Nations Unies forment des ensembles et des sous ensembles obscurs à l'efficacité relative : énergie, énergie atomique, agriculture, aide au développement,

santé, climat. . . Il existe seulement un Programme des Nations Unies pour l'Environnement, PNUE, faiblement doté, n'ayant pas lui même le statut d'organisation internationale. L'environnement reste un territoire sans existence pour le droit international, à l'image de la place qu'il tient encore dans l'économie.

Le Conseil de Sécurité, tour de contrôle du maintien de l'ordre dans le monde, est-il seulement représentatif dans sa composition des lignes de forces du XXI^e siècle ? Bien évidemment non. A l'image du G8 peut-on continuer de tenir à distance les puissants pays émergents qui représentent le barycentre démographique et économique du monde ? La nature du problème auquel nous devons faire face est tout à fait hors normes. Ce sujet échappe aux canons traditionnels de la diplomatie ou au cadre des négociations organisées dans les instances des Nations Unies. Les alliances géographiques sur le partage de ressources énergétiques ne résoudre pas davantage le problème. Toutes les meilleures volontés doivent être mobilisées. Nous pensons spontanément aux scientifiques et aux chercheurs pour réparer la machine, mais il faudra parallèlement faire émerger une nouvelle diplomatie ambitieuse du changement climatique. Un corps diplomatique composé certes de scientifiques, d'économistes, de politiques mais aussi de juristes et de philosophes.

L'enjeu ne saurait être de l'unique ressort des forces institutionnelles. Il existe des entités mobilisées sur des thématiques identiques, ce sont les organisations non gouvernementales, ONG. Ces organisations ont le statut juridique d'associations ou de fondations, elles agissent sur le terrain de l'homme dans son environnement, souvent avec talent et dévouement, parfois avec maladresse et dogmatisme. Qu'il y ait là beaucoup de générosité, il n'y a aucun doute, mais la générosité ne fait pas une politique. Ces ONG, sans projet fédérateur, ne peuvent aucunement seules détenir une quelconque légitimité dans l'édification d'un ordre nouveau, mais elles ne pourront plus en être écartées. Représentantes d'une conscience environnementale et humaniste, elles symbolisent l'avènement d'une nouvelle démocratie participative et sont de plus en plus invitées aux tables de négociations.

Quel modèle politique serait-il le plus adapté pour préparer l'humanité toute entière à ce passage très étroit ? On peut se demander si la démocratie, qui est le pire des systèmes, à l'exclusion de tous les autres, est la bonne plate forme politique pour jeter les bases d'une gouvernance environnementale et économique mondiale.

La démocratie plateforme d'un projet de civilisation commun

Les démocraties vivent sur une culture de court terme, de compromis, sinon de clientélisme. Ceux qui nous gouvernent ne sont pas fondamentalement plus éclairés ou plus compétents que leurs électeurs. Ils exécutent leurs désirs recueillis par des sondages d'opinion au fil de l'eau. Les élites font davantage dans le registre

d'une gouvernance compassionnelle que dans la promotion d'un courage civique. Ceux qui gouvernent entretiennent notre schizophrénie, enregistrent nos plaintes et flattent notre immaturité mais ne sont certainement pas chargés de promouvoir un autre projet de société. Infantilisés, nous nous tournons vers nos dirigeants pour régler les problèmes qui en retour n'ont qu'une crainte, celle de nous déplaire !

Les élus ne sont pas responsables de notre inertie. Trop gâtés, les citoyens en démocratie ? Oui, assurément trop habitués au confort matériel, au repli narcissique et à l'indigence intellectuelle. Les citoyens des régimes démocratiques n'ont plus faim. Ils sont gavés et infantilisés, allergiques aux mots qui font peur : rigueur, faillite, effort, rupture, guerre. Mais aussi, don, générosité, partage. Comment trouver la lucidité et le courage pour changer radicalement et militer pour une restructuration fondamentale ? Les démocraties sont myopes, vieillissantes et faibles. Quand on mesure la difficulté pour ces pays de recevoir le Dalai Lama chez eux ou de contrôler les sites nucléaires, on peut émettre des doutes sur notre capacité à proposer un projet de civilisation.

Depuis l'Europe, nous oublions aussi à quel point le monde est jeune et en effervescence. Il faudra faire aussi toute sa place à cette jeunesse qui sera en première ligne et lui donner les moyens de s'exprimer et d'agir. Les non-décisions qui sont prises aujourd'hui, le sont par des élites vieillissantes et technocratiques, nourries au mythe du progrès, repliées sur elles mêmes. Nos dirigeants ne portent aucun projet, ne transmettent aucun message à la hauteur de l'enjeu. Il faudra entendre notre jeunesse même si en matière de droits de vote, il est plus intéressant de choyer les anciens.

Mais, en dépit de toutes ses faiblesses, les régimes démocratiques sont les mieux armés pour diffuser l'information, initier des réflexions et parfois prendre les devants comme le fait en ce moment l'Union Européenne avec le Protocole de Kyoto qu'elle tient à bout de bras. La priorité est bel et bien d'éduquer, d'expliquer sans relâche, de prendre l'information à la source, d'écouter ceux qui savent, de convaincre, et surtout d'inventer... C'est uniquement dans un cadre démocratique que pourront se mobiliser les citoyens pour bâtir progressivement une nouvelle gouvernance mondiale. Aucune autre structure mondiale n'est en mesure de le faire. Du moins pacifiquement, il n'existe aucune autre alternative.

Reste à évoquer le rôle que pourront jouer les pays non démocratiques dont on suppose que certains, tels la Chine, perçoivent la menace écologique. Ces pays possèdent des moyens de persuasion musclés pour contraindre les comportements de leurs habitants. La Chine qui a imposé la politique de l'enfant unique, véritable tour de force, pourrait devenir la première puissance mondiale à imposer un quota carbone individualisé. Mais au-delà de la réponse d'ordre technique faite de contrôle et de coercition, ces pays ne jetteront pas les premiers

les bases d'un projet de civilisation à l'échelle planétaire fondé sur un principe de concertation et de coopération. Les empires énergétiques ne le feront pas non plus. Ils ne vont pas délibérément et simultanément accepter de voir leurs rentes disparaître alors que les perspectives de profit n'ont jamais été aussi réjouissantes pour eux que dans les vingt prochaines années.

Nous avons en tête le plan du réacteur nucléaire de la quatrième génération mais assurément pas celui d'une nouvelle gouvernance mondiale. Notre boîte à outils est constituée de souveraineté nationale, de protectionnisme, d'exception culturelle, de susceptibilité religieuse, de technologies et d'indicateurs économiques. Elle est peu adaptée au chantier qui nous attend. Cette idée même de rupture n'est pas encore représentée dans la génération d'hommes qui gouvernent les Etats, les entreprises, les organismes internationaux. Les hommes de l'ancien monde, sauront-ils inventer le nouveau monde, eux qui n'ont jamais questionné le dogme techno-économique de nos sociétés ? Nous avons un besoin impérieux de créativité. Passons une petite annonce, « planète en perdition cherche d'urgence, poètes, naturalistes, philosophes capables de réinventer le monde ».

L'histoire offre une lecture optimiste de certaines prises de conscience concomitantes et assez paradoxales. L'impérialisme européen, au moment même où il domine sans partage le monde, diffuse les premières idées d'émancipation des peuples. Les naturalistes américains, submergés par la beauté du site naturel de Yosémite, font pression sur le très jeune Etat Californien qui crée en 1893 le premier parc naturel du monde, véritable sanctuaire à l'abri de la fureur des hommes, lesquels, au même moment et au même endroit, exterminent les derniers Indiens.

Nous sommes aujourd'hui dans une concomitance identique. La prise de conscience est acquise mais notre logiciel de navigation est complètement erroné.

Il faudrait assurément que la diplomatie et le politique mettent toutes leurs forces dans la promotion d'un intérêt général collectif au nom de l'humanité toute entière. En démocratie, l'action du politique pourrait ancrer sa légitimité directement auprès des citoyens et des représentants de la société civile. Les systèmes d'information permettent la multiplication de relais, des caisses de résonance partout dans le monde, y compris dans les pays les plus liberticides. Les notions de frontière et de souveraineté nationale dans ce contexte, volent en éclats. Une minorité de citoyens de tous les pays est capable aujourd'hui de cliquer « climate change » sur Internet et de lire le rapport du GIEC. Un mouvement spontané peut se développer dans le monde, initié par cette minorité, interpellant au moins les responsables politiques et économiques sur leurs

engagements en matière de climat. Quant à imaginer que tous les citoyens de la Terre, dans le même élan, se mettent à réclamer un quota carbone individuel, il faudra non pas un réchauffement mais une ébullition climatique.

Prométhée ou la Métamorphose

Et si la démocratie échouait ? Si aucun modèle de gouvernance ne pouvait émerger à temps pour freiner la consommation de 7 milliards de personnes et imposer les solutions éthiques et pacifiques de développement ? Si nous n'étions *in fine* pas capables, malgré tout notre héritage philosophique et humaniste, de créer des systèmes coopératifs à l'image de ceux qui existent à l'état naturel ? Rappelons qu'il est plus facile d'inventer de nouvelles technologies que de devenir des êtres de sagesse, conscients d'une destinée commune. Alors nous continuerons à faire ce que nous savons bien faire depuis plus de 2 000 ans, c'est-à-dire la guerre et des machines.

L'obsession technologique...

Par facilité, nous investirons tous nos efforts dans la recherche de nouvelles techniques dans le seul domaine que nous maîtrisons : le domaine technico-scientifique-économique. Nous nous engouffrerons dans cette voie car nous sommes des êtres de désir et non de sagesse, nous voulons accroître nos connaissances, repousser nos limites, tendre vers l'immortalité. Tout ce qui est impossible aujourd'hui sera possible demain. C'est pourquoi cet ordre technique, bien structuré et cohérent, est incapable de se limiter lui-même. Il n'y a aucune raison scientifique d'arrêter le progrès des sciences, aucune raison technique de limiter notre champ d'expérimentations. Si bien que, si on laisse cet ordre à sa seule spontanéité intrinsèque, chacun devine ce qu'il adviendra : on en saura de plus en plus, et c'est tant mieux. Mais surtout, et c'est plus inquiétant, tout ce qui est techniquement possible sera fait. Sans l'ombre d'un doute, nous pourrons climatiser la terre et la mettre sous cloche ou, pour certains d'entre nous, partir en orbite quand la terre sera trop polluée.

Nous connaissons évidemment des sauts technologiques géants sur les nanotechnologies, les biotechnologies et les systèmes d'information. Les nanotechnologies en particulier révolutionneront notre économie et notre environnement, pour le meilleur et pour le pire. Ces puces issues du mariage de l'électronique et de la biologie, infiniment minuscules, sauront doter d'intelligence tous nos objets inanimés et doper toutes les fonctions humaines en s'implantant dans notre chair. Des avancées formidables seront réalisées en matière de handicap mais la frontière sera floue entre réparation et amélioration perpétuelle. Nous saurons étirer l'espérance de vie, réparer le corps humain, le rendre plus performant et plus jeune. L'homme en transcendant ses limites deviendrait alors son propre créateur. Une partie infime et privilégiée de l'humanité pourra s'offrir

ses propres pièces de rechange et créer les conditions d'une vie affranchie des lois de la nature, dans une bulle hermétique et stérile. L'environnement sera non pas domestiqué comme il l'est aujourd'hui mais tout simplement artificialisé voire annulé. Ces hommes là seront des mutants qui auront modifié structurellement leur métabolisme et leurs gènes. Avec le forçage technologique, ce ne sont pas uniquement les machines au service de l'homme qui évoluent mais l'homme lui-même qui deviendra machine. L'ère du transhumanisme va s'ouvrir, le fantasme d'une vie éternelle et parfaite.

Contrairement à une idée répandue, l'humanité toute entière ne va pas embarquer pour un voyage radieux au pays de l'éternelle jeunesse. Bien au contraire. Dans un futur proche, nous verrons d'un côté apparaître une élite qui aura accès à tout ce que la science pourra offrir pour réparer et améliorer le corps humain, et de l'autre côté des sous hommes, fragiles, génétiquement plus faibles, vulnérables à toutes les sources de pollution du monde.

En poursuivant dans cette veine, on assistera à l'avènement d'un monde à deux vitesses. Ceux, en petit nombre, pour lesquels tout ira bien. Ils auront les moyens de se prémunir des chocs climatiques, économiques, de doubler leur espérance de vie. Et il y aura les autres, qui représenteront l'immense majorité de la population qui seront relégués à la frange du nouveau monde. Il n'est pas exclu de connaître des écarts d'espérance de vie vertigineux, de l'ordre de plus de cinquante ans entre ces deux catégories d'hommes. Êtes-vous sûrs qu'il n'existe pas déjà des endroits sous vide, complètement artificiels, où des milliers d'esclaves travaillent dans la souffrance à l'édification et la maintenance d'un Disneyland géant au seul bénéfice d'une élite oisive ?

A terme nous irons vraisemblablement vers une différenciation de l'espèce humaine. Ceci peut paraître alarmant mais il n'y a rien de bien nouveau dans cette possible spéciation. L'Homo sapiens n'a-t-il pas existé en même temps que l'homme de Neandertal ?

Les Néandertaliens et les Homo sapiens étaient deux espèces distinctes qui ont partagé un ancêtre commun, l'homo erectus, au sens large. Quand les Homos sapiens arrivent en Europe il y a 40 000 ans, cela fait 80 000 ans que Neandertal est présent. Les deux espèces ont donc été contemporaines mais ne se sont pas mélangées. Cette « proximité » sans hybridation passionne les scientifiques qui multiplient les études génétiques et anthropologiques. Le but est de connaître l'environnement des hominidés sur une période comprise entre moins 20 000 et moins 40 000 ans et de découvrir ainsi les causes de la disparition des néanderthaliens. Une hypothèse fait apparaître une cause climatique qui conduit un temps les deux espèces à cohabiter sur la même niche écologique. Les Homo sapiens ayant été les mieux adaptés pour lutter contre le froid et chercher

la nourriture, ils auraient réussi à supplanter l'autre espèce. Les différences biologiques ne seraient pas en cause, c'est la supériorité « culturelle » qui a permis à nos ancêtres Homo sapiens de s'imposer.

Le krach écologique pose le débat « techno anthropologique ». Devant ses perspectives déjà matérialisées dans nos éprouvettes, la question est clairement de savoir ce qu'est fondamentalement l'essence de l'être humain. Ce sujet a déjà alimenté tous les livres de science fiction depuis les années 1950. Sauf que cette question se pose aujourd'hui avec une acuité particulière. Au moment même où l'homme aura rendu la planète impropre à sa survie, il sera en mesure non pas de migrer sur une autre planète pour continuer à y vivre mais de muter, de devenir une autre espèce, pour annuler les limites physiques du temps et de l'espace. Si nous changeons notre métabolisme et nos gènes, la question de la compatibilité des ressources pour mourir l'homme se déplace complètement. Nous changeons notre empreinte écologique. Mais paradoxalement nous ne deviendrons pas plus légers pour autant, au contraire, nous nous enfoncerons dans l'impasse technologique.

En effet, cette mutation ne résout toujours pas la question du sens, elle la déplace et l'obscurcit davantage. Combien d'entre nous seront sauvés par cette technologie, à quel prix et surtout pour quoi faire ? L'ordre technique et scientifique qui dominera toujours le monde ne pourra pas davantage y répondre. « Les savants ne sont arrivés à rien malgré toutes leurs tentatives de résoudre l'énigme. Ils n'ont fait que pousser plus loin le problème, que le faire paraître plus insondable encore. Nous avons un mental de dinosaures » (Henry Miller).

Si le rêve le plus cher de certains hommes est de doper leur horloge biologique et de s'affranchir du rythme des saisons, la nature en retour nous le rend bien et, malgré toutes nos projections anthropologiques, ne fait pas grand cas de nous. Les lois de l'évolution ne convergent pas vers l'homme, elle sont passés par l'homme et peuvent tout à fait continuer leur chemin indépendamment de nous. Il y aura une autre espèce dominante, peut-être une nouvelle espèce d'homme machine, peut-être des insectes plus résistants au chaud.

Mais alors, comme le dirait Hubert Reeves, qui prendra soin de nos Stradivarius, de la chapelle Sixtine, où entendra-t-on rire sur cette planète ? Pour la dernière fois, est-on absolument sûr de bien vouloir cela ?

... Ou la Métamorphose

Il serait aberrant de nier la contribution majeure de la science et de ses inventions au progrès de l'humanité. L'observation scientifique est même indispensable à la compréhension du monde. Nous pouvons remercier les scientifiques du GIEC ne nous avoir alertés, plus efficacement qu'un ardent

écologiste, sur les caractéristiques du réchauffement climatique. Mais la science ne peut venir se substituer à un projet de civilisation car elle est uniquement structurée par l'opposition du possible et de l'impossible, du possiblement vrai et du certainement faux.

Aujourd'hui plus que jamais le possible est effrayant, puisqu'il met en cause l'existence même de l'humanité. L'arsenal est impressionnant : les manipulations génétiques, mais aussi une éventuelle guerre nucléaire, les effets de la pollution, peuvent la faire disparaître sous sa forme actuelle. Nous devons encadrer ce foisonnement technologique de l'extérieur, par des valeurs éthiques communes, démocratiquement débattues. Pour l'instant ce grand dessein n'existe pas. Nous vivons dans ce que Pascal appelait la tyrannie, c'est-à-dire une forme de barbarie qui est la soumission du politique et de l'éthique à la toute puissance de l'ordre technique.

L'humanité est un groupe de plus de 6,5 milliards de personnes en 2008. C'est un très grand groupe pluriel, une foule, une masse compacte. L'histoire a très souvent montré que le groupe est lourd et descend la pente. Les valeurs éthiques tendent toujours à se dégrader en considérations politiques, c'est-à-dire en rapports de force, et la politique tendra toujours à se réduire à des procédures stériles, loin de l'étincelle fondatrice des lois. Seuls les individus parfois remontent ce courant, ils peuvent donner du sens à leurs compétences techniques pour servir l'intérêt général et dépasser ce stade pour vivre en conscience les valeurs les plus élevées. Pour reprendre les mots de la philosophe Simone Weil « Dans quelle direction ira l'humanité, la pesanteur ou la grâce ? ».

La mutation, c'est à dire l'obsession technologique sans un cadre politique international et questionnement éthique, serait la voie de la facilité et de la perte définitive de sens. La synthèse de ces trois dimensions à la fois, serait celle du courage et donc de la Métamorphose. En citant Heidegger, « L'origine n'est pas derrière nous, elle est devant ».

Conclusion

Il serait faux de penser que l'enjeu du changement climatique n'appelle que des solutions techniques ciblées sur le développement d'énergies propres. La seule issue possible est la voie de la sobriété pour gagner des crédits de temps, en attendant le miracle énergétique et l'accès à l'énergie illimitée des étoiles. Dans cette perspective comment inventer une croissance fondée sur la proximité, la tempérance et la robustesse plutôt que le gavage et le jetable ? Quel candidat à une élection dans un pays démocratique serait suffisamment suicidaire pour imaginer se faire élire sur un programme de rigueur énergétique au risque d'accélérer le déclin économique de son pays ? Assurer une transition énergétique pacifique à l'échelle de la planète face à des tensions et des déséquilibres

croissants relèvent tout simplement du vœu pieux. Nous ferions collectivement une terrible erreur si nous privilégions uniquement la construction d'un cadre technologique, financier et commercial sans jeter les bases d'un ordre politique cohérent et éthique. Le réchauffement climatique est une bombe sociale, une machine à produire des inégalités sans précédent.

Les pays qui ont accumulé une immense dette écologique au dessus de toutes les têtes du monde doivent absolument s'accorder sur une réduction très volontariste des émissions de gaz à effet de serre. Nous atteignons des sommets de cynisme. Considérant comme le comble de l'obscénité de remettre en cause nos modes de consommation, nous sommes néanmoins parfaitement conscients que de nouveaux marchés juteux sont en train d'apparaître pour précisément vendre des technologies propres à ceux qui ne pourront assurer leur croissance sans passeport écologique. Nous sommes ici dans le rôle du pompier pyromane.

De l'autre côté se trouvent les pays en voie de développement accéléré qui ne manquent pas de souligner que leur responsabilité ne peut être engagée dans l'accumulation de ce passif écologique. Ni la Chine ni l'Inde, dont le développement reposera essentiellement sur le charbon, ne comptent remettre en cause leur croissance au nom de la lutte contre l'intensification de l'effet de serre. Enfin pour compléter le tableau, n'oublions pas les pays les plus pauvres, qui de toutes les façons seront les acteurs passifs d'une catastrophe annoncée, sont réduits dans les graphiques économiques à l'épaisseur du trait du crayon. Invisibles dans les statistiques, ils seront pourtant les premiers à subir les conséquences sociales et environnementales du réchauffement climatiques.

La crise qui se prépare sera, quoiqu'il en soit, vertueuse pour l'humanité. Responsables des autres espèces vivantes, éveillés à l'extraordinaire beauté du monde, nous interrogeons notre conscience individuelle et savons que nous ne pourrions pas uniquement nous reposer sur des solutions techniques aussi sophistiquées fussent-elles, pour inventer une nouvelle civilisation.

Mais ne nous questionnons pas trop longtemps. La ressource la plus rare n'est assurément pas le pétrole, ni l'eau, ni même l'intelligence ou la sagesse. Ensemble ou individuellement, nous pourrions accéder à l'énergie des étoiles, modifier nos comportements et inventer de nouvelles formes de solidarité, réparer l'horloge biologique, devenir bicentenaire et capturer le gaz carbonique au fond de la terre. Oui nous serons capables faire tout cela, même au prix de grands sacrifices, de grandes errances, pour nous et nos enfants.

La seule ressource qui va nous manquer, c'est le temps. Le réveil est peut-être même trop tardif. Par un hasard du calendrier de l'évolution, nous devons affronter plusieurs fronts concentrés dans la même fenêtre temporelle très proche, 2025, 2030, 2035 ? Autant dire « rien » à l'échelle de l'évolution.

Nous pouvons fabriquer des machines et allonger notre espérance de vie mais nous ne pouvons pas fabriquer du temps. Le temps de faire d'autres choix, en conscience. Une société ne peut pas vivre sans liens spirituels, sans valeurs et sans idéaux. La création de richesse économique n'est plus synonyme de progrès humain. Que transmettent nos élites aujourd'hui à ce sujet ? Rien. C'est finalement le seul défi que nous devons relever. Tous ensemble.

